



communiqué

Date

Le 13 mai 1987

Nº 097

Pour publication

LES MINISTRES WILSON ET CARNEY SOULIGNENT LES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LE DOMAINE DE L'AGRICULTURE À LA CLÔTURE DE LA RÉUNION MINISTÉRIELLE DE L'OCDE

Le ministre des Finances, M. Michael Wilson et le ministre du Commerce extérieur, Mme Pat Carney, ont déclaré à propos des résultats très satisfaisants de la réunion du Conseil de l'OCDE au niveau ministériel, que ceux-ci constituaient un premier pas vers la réforme des échanges agricoles.

Les ministres des pays membres ont réitéré l'engagement qu'ils avaient pris à Punta del Este d'examiner la question de l'agriculture dans le cadre de la série de négociations d'Uruguay et se sont engagés à prendre des mesures concrètes pour mettre un terme à l'escalade dans la guerre des échanges agricoles.

Le communiqué final de l'OCDE contient les principaux éléments de la proposition canadienne de réforme des échanges agricoles internationaux, qui avait été exposée dans une lettre envoyée au Secrétaire général de l'OCDE, M. Paye, le 11 mars 1987 et qui avait été présentée par les ministres canadiens à l'occasion de réunions internationales.

La réforme agricole a été placée pour la première fois à l'ordre du jour des débats internationaux par le Premier ministre, M. Brian Mulroney, l'an dernier, au Sommet économique de Tokyo. Depuis, les ministres ont fait pression en faveur de la réforme à l'occasion de toute une série de réunions internationales, notamment celles de Cairns, en Australie; de Sintra, au Portugal; de Punta del Este, en Uruguay; de San Diego, en Californie; de Lake Taupo, en Nouvelle-Zélande; et de Kashikojima, au Japon.

Selon les principes énoncés par le Canada, les politiques agricoles devraient être conçues de manière à ne pas porter préjudice au commerce international. A cette fin et progressivement:

1. Les politiques agricoles doivent tenir compte davantage des prix.
2. Les mesures de soutien à l'agriculture ne devraient pas comporter d'incitations à la production. C'est ainsi que l'aide devrait aller aux agriculteurs et non à l'agriculture.

.../2